

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 15/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ATHALYS

31 boulevard industriel
76300 Sotteville-Lès-Rouen

Références : UDRD.2025.09.T.522
Code AIOT : 0005803533

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement ATHALYS implanté 31, Boulevard Industriel 76300 Sotteville-lès-Rouen. L'inspection a été annoncée le 11/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 4 septembre 2025 a été programmée dans le cadre de l'action nationale 2025 relative à la mise en œuvre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII), notamment suite à la modification, en décembre 2023, de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Cette modification rend ainsi applicable la réglementation relative à la prévention des risques liés au vieillissement à certains équipements contenant des déchets qui présentent les mêmes propriétés que des substances ou mélanges dangereux. Ce contrôle avait également pour objectif de vérifier les contrôles périodiques réglementaires des installations électriques de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATHALYS
- 31, Boulevard Industriel 76300 Sotteville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005803533
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ATHALYS exploite des installations de traitement et de valorisation de déchets situées à Sotteville-lès-Rouen et qui sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2022.

Les activités principales sur le site sont les suivantes :

- réception, traitement et valorisation de déchets liquides dangereux et non dangereux,
- lavage et stockage de GRV après vidange sur place,
- stérilisation de sous-produits animaux de catégorie 2,
- laboratoire d'analyse.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- AR - 1
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Recensement des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1, 5 et 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Cuves de stockage de déchets liquides	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2 et 4.3, articles 7.1, 7.4.2 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 20/09/2022, et annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Tuyauteries et rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Articles 5 et 6, articles 7.1, 7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 20/09/2022, et annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/09/2022, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de l'inspection du 4 septembre 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant de la société ATHALYS ne dispose pas d'un recensement à jour des installations de son établissement soumises à la réglementation relative au Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PMII). L'exploitant réalise toutefois en interne des nettoyages fréquents et des suivis visuels du vieillissement de ses installations, sans que ce suivi ne soit formalisé. L'exploitant a également indiqué avoir réalisé un contrôle décennal de toutes les cuves en acier de son établissement, sans que l'inspection n'ait pu consulter les rapports et plans d'action afférents.

L'inspection demande donc à l'exploitant, sous 2 mois, de :

- réaliser un recensement des installations soumises au PMII, et de celles devant faire l'objet d'un suivi de leur vieillissement (capacités de stockage, rétentions, et tuyauteries), du fait des propriétés des produits chimiques utilisés en exploitation ou des déchets que ces installations contiennent ou sont susceptibles de contenir ;
- formaliser et mettre en place les actions prescrites par le PMII pour les installations concernées (état initial, plan et programme d'inspection, et plan d'actions le cas échéant) ;
- formaliser et organiser un suivi du vieillissement pour les installations non soumises au PMII, mais inventoriées dans le recensement du premier point.

L'inspection a également formulé dans ce rapport des recommandations pour compléter le suivi visuel des installations non soumises au PMII (lister notamment les points à contrôler, et réaliser des photographies des désordres constatés pour faciliter leur suivi dans le temps).

Par ailleurs, l'inspection recommande également à l'exploitant d'arrimer toutes les cuves de stockage de son établissement, du fait de la proximité avec la Seine, et du risque inondation.

Pour finir, l'inspection a vérifié le suivi des installations électriques de l'établissement. Une observation a été formulée sur ce sujet afin d'éviter que des documents soient manquants pour les contrôles périodiques à venir, ou que des limites d'intervention soient listées dans le rapport du prestataire externe.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats : L'établissement est soumis à autorisation, l'arrêté ministériel du 04/10/2010 s'applique donc à tout le site. L'exploitant a indiqué avoir été accompagné par l'Union des Industries Chimiques* en 2013 sur le sujet de l'application de la réglementation relative au Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PMII). L'exploitant dispose d'un rapport de l'UIC qui conclut au fait que les installations d'Athalys ne sont pas soumises à la réglementation PMII. En effet, les déchets n'étant pas dans le champ

d'application de la section 1 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 en 2013, les prescriptions de cette dernière n'étaient pas applicables aux installations d'Athalys lors de cette étude.

Relevé de décisions : les déchets qui présentent les mêmes propriétés que des substances ou mélanges dangereux sont entrés dans le champs d'application de la section 1 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 depuis le 22/12/2023. Les conclusions de l'étude de 2013 réalisée par l'UIC sur les installations exploitées par ATHALYS ne sont donc plus à jour.

* l'UIC est aujourd'hui appelée France Chimie

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1, 5 et 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réglementation PMII / suivi du vieillissement

Prescription contrôlée :

Article 4.1 : réservoirs, cuves de stockage de déchets liquides

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.[...]

Article 5 : tuyauteries

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est

réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.[...]

Article 6 : rétention et fosses humides

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

Constats :

Le jour de l'inspection, les installations de l'établissement ont été passées en revue avec l'exploitant afin d'identifier celles susceptibles d'être visées par la réglementation PMII (installations détaillées en annexe confidentielle).

Après une 1ère analyse, compte tenu de leur capacité et de la dangerosité des déchets quelles contiennent ou qu'elles sont susceptibles de contenir, il semblerait que les installations suivantes entrent dans le champ de la réglementation PMII :

- les 3 cuves de stockage de déchets dangereux ST1 à 3, les 2 décanteurs CC1 et CC2, et leur rétention commune associée ;
- les 4 cuves de stockage d'hydrocarbures concentrées (STH 1 à 4), et leur rétention associée ;
- les bennes de boues DBRB, SBOP, SBOS 1 à 3, BHC 1 et 2, et leurs rétentions ou plateforme de rétention associées ;
- les tuyauteries (y compris les vannes et autres organes présents sur les tuyauteries) associées aux précédentes installations, si elles entrent dans le champ d'application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 (en fonction de leur diamètre nominal).

Les autres installations, du fait de leur capacité, de la dangerosité des déchets auxquels elles sont exposées, ou du fait qu'une dégradation de leur intégrité ne serait pas susceptible de générer un accident de gravité importante, ne seraient pas à suivre au titre du PMII.

Toutefois, une dégradation de ces installations pourrait générer une pollution chronique des sols et des eaux souterraines. Un suivi de leur vieillissement est donc à réaliser, mais au titre d'autres dispositions réglementaires applicables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : sous 2 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un recensement à jour des installations de son établissement soumises à la réglementation PMII, et un recensement des installations non soumises au PMII, mais pour lesquelles un suivi de leur vieillissement est nécessaire du fait des déchets auxquels elles sont exposées, et des enjeux représentés en cas de fissures, de ruptures, ou de dégradation de leurs structures (cuves, tuyauteries, rétentions, et fosses humides).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Cuves de stockage de déchets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2 et 4.3, articles 7.1, 7.4.2 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 20/09/2022, et annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019

Thème(s) : Actions nationales 2025, Suivi du vieillissement

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 04/10/2010

4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)

4.3. Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;
- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).

Chapitre 7.1 de l'arrêté préfectoral du 20/09/2022

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 20/09/2022

Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité. Une traçabilité de ces vérifications est assurée avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification,
- résultats de la vérification et mesures correctives ou préventives éventuelles.

Article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 20/09/2022

[...] L'exploitant procède ou fait procéder à une inspection visuelle des cuves par an. [...]

Annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019

I. Système de management environnemental

4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants :

[...] g) programmes de maintenance [...]

5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :

[...] b) Mesures correctives et préventives. [...]

Constats :

L'exploitant a déclaré à l'inspection qu'un contrôle décennal de toutes les cuves en acier mises en service en 2008 a été réalisé en 2018.

L'exploitant a indiqué que les bennes en acier pour le stockage des boues issues des dégrillages et des différentes étapes de traitement n'ont pas été intégrées dans ce contrôle décennal.

L'exploitant a précisé que toutes les installations font l'objet de nettoyages réguliers en interne, et de contrôles visuels de leur état à fréquence régulière, sans que cela ne soit ni formalisé, ni tracé.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que plusieurs cuves de stockage disposaient de trous de fixation pour les ancrer dans le fond de leur rétention, mais qu'aucun boulon ne fixait les cuves.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 :

1/ Les capacités de stockage soumises au PMII devront faire l'objet d'un état initial (schéma/plan d'équipement, matériaux, modifications au cours de la vie de l'installation, historique des déchets ou produits stockés), d'un plan et programme d'inspection (plan : identification des modes de dégradation, choix des types de contrôles, définition de critères d'acceptabilité pour statuer sur les résultats des contrôles / programme : contrôles réalisés, et à réaliser, dans le respect des échéances réglementaires), et d'un plan d'actions pour les suites données aux contrôles.

Les autres capacités de stockage identifiées dans le recensement demandé au point de contrôle n°2 devront faire l'objet d'un suivi de leur vieillissement, défini par l'exploitant. Ce suivi pourra être formalisé sur le même modèle que celui imposé par la réglementation relative au PMII.

Un retour sur la mise en place de ces actions sera adressé à l'inspection sous 2 mois.

2/ Sous 2 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection :

- les rapports des contrôles décennaux réalisés en 2018 sur les cuves en acier, ainsi que le plan d'actions issu de ces contrôles, le cas échéant ;
- un justificatif de la programmation d'un contrôle des installations entrant dans le champs du PMII et qui n'ont pas encore été contrôlées. Ce contrôle doit être programmé sous un délai de 3 mois au maximum .

Observation n°1 : les fiches de contrôles visuels de suivi du vieillissement des installations, complétées périodiquement en interne, pourront contenir une liste détaillée des points à contrôler (en localisant précisément les points de contrôle sur la capacité de stockage et sur sa structure de portage), et les désordres constatés pourront être associés à des photographies pour en suivre plus facilement les évolutions dans le temps. Si nécessaire, un plan d'actions devra alors être défini puis mis en œuvre.

Observation n°2 : le site d'ATHALYS est implanté à environ 200 m de la Seine. Bien que l'établissement ne soit concerné que par un aléa moyen d'après l'actuel PPRi Vallée de Seine - Boucle de Seine, et que les cuves de stockage de déchets soient implantées dans des rétentions,

l'inspection recommande d'arrimer toutes les cuves de l'établissement pour éviter qu'elles ne se déplacent en cas d'inondation du site, avec le risque d'entraîner des ruptures de tuyauteries qui peuvent être en charge, et d'être à l'origine d'une pollution des sols et des eaux de surface. Pour information, le PPRi, qui sera renommé PPRi Seine normande, est actuellement en cours de révision. Il n'a pas encore été approuvé, mais de nouvelles cartographies d'aléas à échéance 100 ans tenant compte d'une augmentation minimale du niveau marin de 60 cm prévoient une réhausse de la cote de référence en cas d'inondation sur le site d'Athalys.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Tuyauteries et rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Articles 5 et 6, articles 7.1, 7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 20/09/2022, et annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019
Thème(s) : Actions nationales 2025, Suivi du vieillissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010</u> [...] A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...]</p> <p><u>Article 6 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010</u> L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p> <p><u>Chapitre 7.1 de l'arrêté préfectoral du 20/09/2022</u> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p> <p><u>Article 9.3.3.4 de l'arrêté préfectoral du 20/09/2022</u> Entretien et surveillance des dispositions de protection L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendus des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...)</p>

<p><u>Annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019</u></p> <p>I. Système de management environnemental</p> <p>4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants :</p> <p>[...] g) programmes de maintenance [...]</p> <p>5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :</p> <p>[...] b) Mesures correctives et préventives. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'ayant pas réalisé de recensement des tuyauteries et rétentions entrant dans le champ d'application de la réglementation relative au PMII, ou devant faire l'objet d'un suivi spécifique de leur vieillissement du fait des propriétés des déchets qui leurs sont associés, l'inspection n'a pas contrôlé le suivi de ces installations le jour de la visite.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence des rétentions. L'inspection a également constaté par sondage la présence de quelques désordres (fissures) sur le béton de la rétention extérieure associée à la fosse bétonnée sous les trémies de réception et sur le béton de la rétention au niveau des dépotages des cuves STT et SB.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°3</u> : sous 2 mois,</p> <ul style="list-style-type: none"> • les tuyauteries et les rétentions soumises au PMII devront faire l'objet d'un état initial (schéma/plan d'équipement, matériaux, modifications au cours de la vie de l'installation, historique des déchets ou produits stockés), d'un plan et programme d'inspection (Plan : identification des modes de dégradation, choix des types de contrôles, définition de critères d'acceptabilité pour statuer sur les résultats des contrôles / Programme : contrôles réalisés, et à réaliser, dans le respect des échéances réglementaires), et d'un plan d'actions pour les suites données aux contrôles ; • les autres tuyauteries et les rétentions identifiées dans le recensement demandé au point de contrôle n°2 devront faire l'objet d'un suivi de leur vieillissement, défini par l'exploitant. Ce suivi pourra être formalisé sur le même modèle que celui imposé par la réglementation relative au PMII. <p>Un retour sur la mise en place de ces actions sera adressé à l'inspection sous 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2022, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Une inspection par thermographie des installations est réalisée annuellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 25/06/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de contrôle des installations électriques, réalisé le 19/03/2025. Ce rapport ne relève pas de non-conformité. Toutefois, il liste des documents non fournis au prestataire (plan des locaux avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes hors risques d'explosion, carnets de câbles,</p>

notes de calcul justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection, rapport de vérification initiale ou périodique conduite comme une initiale, documents listant l'effectif maximal des locaux pour lesquels un éclairage de sécurité est nécessaire).

L'exploitant a précisé à l'inspection qu'une partie de ces documents avait été adressée par mail au prestataire en amont du contrôle, et qu'ils n'ont pas été pris en compte le jour du contrôle. L'exploitant a ajouté que l'électricien d'ATHALYS accompagnait le prestataire le jour du contrôle, mais que ce dernier ne lui aurait rien demandé.

Le rapport du 19/03/2025 liste également plusieurs réserves d'intervention (absence d'essais sur certains dispositifs différentiels car en exploitation, inaccessibilité de certains luminaires, absence de DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions), simple vérification visuelle extérieure des cellules haute tension faute de personnel accompagnant habilité à la manœuvre). Comme précédemment, l'exploitant a rappelé la présence de son électricien lors du contrôle, et l'absence de demande du prestataire pour avoir accès à certaines installations.

L'exploitant a indiqué qu'une coupure générale de l'alimentation du site a été réalisée le 04/01/2025 avec un prestataire différent, en charge de la maintenance et du contrôle du transformateur électrique. A l'occasion de ce contrôle, uniquement les différentiels du transformateur ont été testés, ainsi que les arrêts d'urgence du site. Selon l'exploitant, cet arrêt général est réalisé une fois/an dans l'établissement.

L'exploitant a précisé qu'il y a environ 80 différentiels répartis sur l'ensemble du site, non testés lors de la coupure annuelle, mais qu'il serait possible de les tester par tranche de 20 différentiels lors de chaque arrêt annuel, de manière à ce que l'ensemble des différentiels soit testé tous les 4 ans.

Par courriel du 25/06/2025, l'exploitant a également transmis un compte-rendu Q18, datant du 20/03/2025, qui conclut en l'absence de risque d'incendie et d'explosion.

Enfin, l'exploitant a transmis un compte-rendu Q19 relatif au contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge le 20/03/2025. Ce rapport conclut en l'absence d'anomalie constatée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4 : sous 2 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection le rapport du contrôle réalisé lors de l'arrêt général de l'alimentation du site, réalisé le 04/01/2025, ainsi que le plan d'actions associé le cas échéant.

Observation n°3 : bien que l'exploitant déclare avoir transmis par courriel des éléments d'information au prestataire avant le jour du contrôle des installations électriques, l'inspection invite l'exploitant à organiser une réunion préalable avec le contrôleur qui se déplace sur le site afin de lui signifier la liste des documents qui ont déjà été adressés à son organisme, et de le questionner sur les documents manquants qu'il souhaite pouvoir consulter, ainsi que sur les installations auxquelles il souhaite accéder, l'objectif étant de recevoir ensuite un rapport de contrôle ne listant aucun document manquant, et aucune limite d'intervention. L'exploitant pourra également préciser à l'intervenant que les contrôles lors d'un arrêt annuel sont réalisés à une autre date, avec un autre prestataire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois